

FO DGFIP SAVOIE

Flash Info de Salaires dans la Fonction publique : la grande braderie !



Invités à une deuxième réunion de ce que le ministère appelle le « rendez vous salarial » FO et l'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique ont, une nouvelle fois, claqué la porte.

Cette réunion, qui ne correspondait en rien à une négociation, se tenait dans un contexte particulier : perte de pouvoir d'achat, aggravation des conditions de travail, suppressions massives d'emplois et « réforme » des retraites.

Après une nouvelle présentation du bilan de la politique salariale du Gouvernement en direction des fonctionnaires et agents publics (cherchant à démontrer l'augmentation de leur pouvoir d'achat depuis 2008 !), le Ministre E. Woerth a dévoilé ses « propositions » concernant le point d'indice :

- Validation de l'engagement gouvernemental d'augmentation de 0,5% au 1^{er} juillet 2010,
- Gel de la valeur du point d'indice pour 2011,
- Hypothèse d'un gel pour 2012 et 2013.

Puis il a mis en avant un certain nombre d'éléments accessoires au traitement :

- Prolongation du dispositif GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat) pour 2011, voire au delà,
- Extension du dispositif PFR (prime de fonction et de résultat),
- Instauration de l'intéressement collectif,
- Réforme du supplément familial de traitement et de l'indemnité de résidence (à coût constant),
- Et quelques éléments d'ajustement technique.

Enfin il a confirmé la politique du gouvernement visant au non-remplacement d'1 fonctionnaire sur 2 partant à la retraite avec un retour de la moitié des économies réalisées pour financer des mesures catégorielles. De plus, il envisage d'étendre aux personnels administratifs de catégorie C (des trois versants de la fonction publique ? le ministre ne l'a pas précisé) l'accès au dernier échelon de l'échelle 6 (indice brut 499), la revalorisation du dernier échelon de certains corps de catégorie A et d'autres « mesurette » ...

Pour FORCE OUVRIERE, ce projet inadmissible ne peut qu'accentuer la colère des agents publics. Après les suppressions massives de postes, la RGPP, la remise en cause des retraites, les fonctionnaires n'accepteront pas un gel de leurs rémunérations et une perte sans précédent de leur pouvoir d'achat. Nous refusons que les salariés du public (comme du privé) paient le prix fort d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

PARIS, le 1^{er} juillet 2010